

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 73 – Semaines du 6 au 17 mai 2024

Sommaire

Focus | Réseau routier brésilien, besoins de développement/maintenance et mises en concession

Amazonie & Biomes

- La **surveillance volontaire** des chaînes d'approvisionnement de **viande bovine** s'organise dans le **Cerrado**
- Entre janvier et avril 2024, l'INPE a enregistré un **nombre d'incendies sans précédent**

Energie

- **40 projets d'hydrogène vert** au Brésil sollicitent une **certification volontaire**, dans une optique d'export
- Pour la production d'hydrogène vert, **36 protocoles d'accord et 6 précontrats** ont été signés entre l'**Etat du Ceará** et des entreprises

Environnement & Climat

- L'Etat du **Rio Grande do Sul** fait face à des **précipitations et inondations** sans précédent
- Le **SFB** et la **BNDES** s'allient pour développer les **concessions forestières**

Infrastructures & Transports

- A l'approche des élections municipales, Radar PPP dresse un **premier bilan des concessions et PPP dans les municipalités**
- Le ministère des Villes sélectionne **18,3 Mds BRL de nouveaux projets dans le cadre du Novo PAC**

Suivi des alertes de déforestation

FOCUS

Réseau routier brésilien, besoins de développement et de maintenance et mises en concession

Le réseau routier s'étend sur 1,7 million de kilomètres (km), dont 12,4% sont asphaltés (213 500 km).

Si le Brésil se classe au **13^{ème} rang mondial en termes de linéaire routier asphalté**, le pays souffre de la **faible densité de son réseau routier** et de **l'état de maintenance technique** de celui-ci. Selon la Confédération Nationale des Transports (CNT), en 2023, **32,5% (soient 36 312 km) des tronçons étaient évalués en excellent état (7,9%) ou en bon état (24,6%)**. En lien avec les caractéristiques géographiques et de densités de population, **les disparités régionales sont très significatives** : si la région Sud compte 20,5 km de routes asphaltées pour 1 000 km², dans la région Nord, cette densité est divisée par 7,5 et passe à 2,7 km pour 1 000 km².

Alors que la demande de transport est en hausse, **l'état général des infrastructures routières pèse sur le développement socio-économique du pays et se traduit par des coûts** : **(i) économiques**, par l'augmentation des coûts logistiques pour les entreprises et de leur répercussion sur le « coût Brésil » (externalités négatives pesant sur l'environnement des affaires et la productivité); **(ii) sociaux**, notamment en raison des accidents de la route et de la détérioration de la qualité de l'air; et **(iii) environnementaux**, en lien avec l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) et autres pollutions. La résilience des infrastructures routières est aussi soumise aux **défis du changement climatique** (inondations, sécheresses, etc.).

Face au déficit d'investissement, les politiques publiques font pour partie le pari des concessions.

Sur les dernières années, **l'investissement moyen en faveur des infrastructures s'est établi à moins de 2% du PIB**, soit en-deçà des 4% recommandés par la Banque mondiale. Sur le secteur routier, **la période 2003-2011 a marqué une importante hausse (+744%) des ressources engagées**, en lien avec le Programme d'Accélération de la Croissance (PAC). **Un net recul (-62%) des montants décaissés a ensuite été enregistré sur la période 2012-2022** dans un contexte de crise économique internationale, de difficultés domestiques et de contraintes budgétaires.

En réponse, **les politiques publiques parient notamment sur la mise en concession de tronçons routiers pour mobiliser les investissements privés**. Dès 1995, **plusieurs « vagues » de concessions autoroutières fédérales** sont intervenues (1995-2000, 2007-2009 et 2014), en parallèle du lancement par plusieurs Etats de programmes de mises en concessions routières (Bahia ; Espírito Santo ; Mato Grosso ; Minas Gerais ; Paraná ; Pernambouc ; Rio de Janeiro ; São Paulo). Soutenue par la création du **Programme de Partenariats d'Investissement (PPI)** en 2016, la dynamique de mise en concession s'est poursuivie. Ainsi, **le Novo PAC (août 2023) prévoit des investissements de 185,80 Mds BRL (34,4 Mds EUR) pour le transport routier à horizon 2026, dont 60,7% proviendraient du secteur privé et 39,3% du secteur public**. Les investissements privés devraient porter à hauteur de 45% sur les concessions déjà existantes, et pour 55% sur de nouvelles concessions.

Selon la CNT, **la mobilisation de capitaux privés, au travers de concessions, a un impact positif sur la qualité des actifs.** Les routes sous concession sont ainsi pour **64,1% -16 738 km- en bon état ou excellent état.** Les concessions permettent la **mobilisation d'investissements conséquents, garantis par les contrats de long terme** : en moyenne, les investissements ont représenté 171 000 BRL (32 000 EUR)/km pour les routes sous gestion publique entre 2016 et 2022, contre 429 000 BRL (81 000 EUR)/km pour les routes sous concession.

Si **12,2% des routes asphaltées sont actuellement en concession (soit 26 093 km),** un **important portefeuille de projets** vise à stimuler les investissements privés. **En 2024, le ministère des Transports ambitionne de conclure 13 mises en concession de routes fédérales,** qui pourraient mobiliser **122 Mds BRL (23 Mds EUR)** d'investissements au sein de 6 Etats (Paraná, Rio de Janeiro, Minas Gerais, Goiás, Mato Grosso et Rondônia). Le ministère prévoit également de conclure la **révision de 14 contrats existants,** qui pourraient débloquer **110 Mds BRL (20 Mds EUR)** de travaux. En parallèle, **certains Etats à l'image de celui de São Paulo (SP) développent un portefeuille de concessions,** prévoyant la vente aux enchères de 1 800 km de tronçons routiers sur les prochaines années, dont 5 lots (incluant le tunnel Santos-Guarujá) en 2024.



Annexe – Mises en concession d'infrastructures routières fédérales prévues par le ministère des Transports en 2024

Lot	Linéaire	Investissements
Enchères au 1^{er} semestre 2024		
BR-040/MG <i>Belo Horizonte - Juiz de Fora, MG</i>	232,1 km	8,8 Mds BRL
BR-381/MG <i>Belo Horizonte - Valadares, MG</i>	304 km	10 Mds BRL
BRs-153/262/GO/MG	530,6 km	9,4 Mds BRL
BR-040/MG/GO <i>Belo Horizonte, MG - Cristalina, GO</i>	595 km	10,6 Mds BRL
BR-040/MG/RJ <i>Juiz de Fora, MG - Rio de Janeiro, RJ</i>	217,6 km	9 Mds BRL
BR-262/MG <i>Uberaba - Betim, MG</i>	438,9 km	7,9 Mds BRL
BRs-060/452/GO <i>Rio Verde - Goiânia - Itumbiara, GO</i>	452,7 km	6,3 Mds BRL
Enchères au 2^{ème} semestre 2024		
BRs-163/277/PR et PRs-158/180/182/280/483 <i>Lot 6 du Paraná</i>	646,3 km	14,8 Mds BRL
BRs-369/373/376/PR et PRs-170/232/445/090 <i>Lot 3 du Paraná</i>	569,2 km	13,5 Mds BRL
GOs-020/060/070/080	572,9 km	10,7 Mds BRL
BR-364/RO <i>Porto Velho - Vilhena, RO</i>	729 km	8,2 Mds BRL
BRs-070/174/364/MT/RO <i>Vilhena, RO - Cuiabá, MT</i>	887,6 km	7,7 Mds BRL
BR-364/GO/MT <i>Rio Verde, GO - Rondonópolis, MT</i>	502,8 km	5,5 Mds BRL

Amazonie & Biomes

La surveillance volontaire des chaînes d'approvisionnement de viande bovine s'organise dans le Cerrado

Le 23 avril a été annoncée la **création du « Protocole pour la surveillance volontaire des fournisseurs de bétail dans le Cerrado »** par Imaflora (Institut de gestion et de certification forestière et agricole). Depuis 2020, l'ONG développe ce projet **en collaboration avec les ONG -brésilienne- Proforest et -américaine- National Wildlife Federation**, avec le soutien financier de bailleurs de fonds internationaux (Fonds Vert pour le Climat), d'entreprises privées (Mars, McDonalds), d'organisations de la société civile (WWF Brasil) et d'associations professionnelles du secteur de l'élevage. Cette initiative s'inscrit dans la **continuité du « Protocole pour la surveillance volontaire des fournisseurs de bétail en Amazonie »** (ou « *Boi na Linha* »), également développé par Imaflora et initié en 2019.

S'il ne fournit pas de label ou certification, le protocole constitue un **dispositif de traçabilité volontaire pour les chaînes d'approvisionnement de viande bovine dans le biome du Cerrado**¹. Il s'adresse à la fois aux **fournisseurs directs de bovins** (fourniture d'une preuve de conformité des pratiques d'élevage aux clients), **aux abattoirs** (condition d'achat du bétail auprès des fournisseurs directs), **aux distributeurs -i.e. entreprises acheteuses en fin de chaîne-** (demande d'application du protocole aux fournisseurs) **et aux investisseurs** (demande d'application du protocole aux entreprises financées). Le protocole se fonde sur **11 critères environnementaux et sociaux**, structurés autour de 4 types d'analyse :

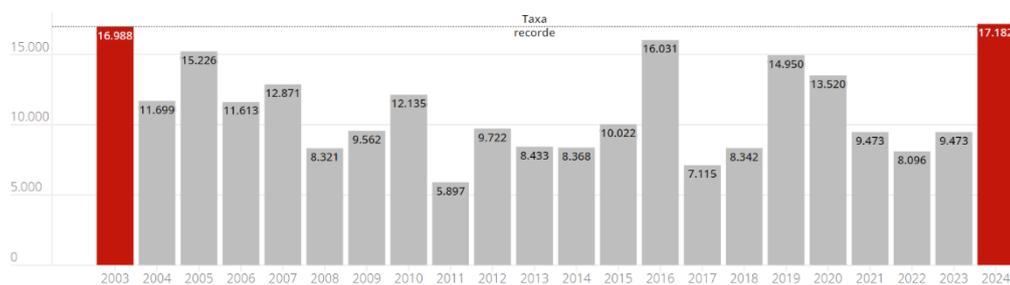
1. **Analyse géospatiale : (i) absence de déforestation ou de conversion** de végétation native (à partir du 31/12/2020, sur la base des données fournies par le programme PRODES de l'Institut National de la Recherche Spatiale -INPE-); **(ii) non-superposition avec des réserves autochtones** démarquées ; **(iii) non-superposition avec des territoires quilombos** démarqués ; **(iv) non-superposition avec des unités de conservation** (UC), zones publiques protégées ; **(v) non-superposition avec des zones décrétées sous embargo environnemental** par les autorités (analyse par des polygones) ; et **(vi) actualisation annuelle de la conformité environnementale** du terrain. Pour ce type d'analyse, les principaux outils sont les données géoréférencées et le Cadastre Environnemental Rural (CAR) des propriétés.
2. **Analyse des listes publiques : (vii) non-superposition avec des zones décrétées sous embargo environnemental** par les autorités (analyse par des listes); et **(viii) absence de travail forcé**. Pour ce type d'analyse, sont utilisées les listes « noires » émises par les autorités, listant les CPNJ (numéro d'identification fiscale des entreprises) ou CPF (numéro d'identité des personnes physiques) associés aux propriétés.
3. **Analyse documentaire : (ix) conformité du Cadastre Environnemental Rural (CAR)**; et **(x) fourniture et archivage du Guide de Transport Animal (GTA)**, soit un document présentant la propriété d'origine de l'animal et étant nécessaire à son transport.
4. **Analyse de la productivité : (xi) indice de productivité inférieur à 3 têtes bovines / hectare / an** vendues par le fournisseur.

¹ Composé de savanes et de forêts, le biome du Cerrado s'étend sur les Etats de Bahia, Goiás, Maranhão, Mato Grosso, Mato Grosso do Sul, Minas Gerais, Pará, Paraná, Piauí, Rondônia, São Paulo et Tocantins.

A date, 8 grandes entreprises d'abattage et de distribution ont déjà adhéré au protocole : JBS, Minerva, Marfrig, Frigol, Masterboi, groupe Pão de Açúcar, groupe Carrefour Brasil et groupe Arcos Dourados (possédant McDonalds). (Articles [ici](#) et [ici](#))

Entre janvier et avril 2024, l'INPE a enregistré un nombre d'incendies sans précédent

Selon l'Institut National de Recherche Spatiale (INPE), **le Brésil a enregistré entre le 1^{er} janvier et le 30 avril 2024 plus de 17 182 foyers d'incendies**. En augmentation de 81% par rapport à la même période en 2023 (9 473), **ce niveau dépasse également celui de 2003 (16 888), qui était jusqu'alors le triste record** enregistré depuis le début des relevés en 1998. Selon les observateurs, ce niveau s'explique par la **combinaison de facteurs « traditionnels »** (e.g. conversion des sols, hausse des températures liée au réchauffement climatique) **et du phénomène climatique naturel El Niño**, qui provoque une diminution des précipitations dans la région Nord du Brésil et augmente les risques de sécheresse.



Les 6 biomes terrestres brésiliens sont concernés : (i) l'Amazonie (forêt tropicale humide), qui dénombre 8 977 foyers d'incendies -en augmentation de 150% par rapport à 2023- (**52,2%**) ; **(ii) le Cerrado** (savanes et forêts), avec 4 575 foyers (**26,6%**) ; **(iii) la Mata Atlântica** (forêt tropicale humide), avec 1 768 foyers (**10,3%**) ; **(iv) la Caatinga** (forêts et végétation semi-arides), avec 1 127 foyers (**6,6%**) ; **(v) le Pantanal** (prairies régulièrement inondées), avec 653 foyers (**3,8%**) ; **et (vi) la Pampa** (prairies), avec 82 foyers recensés (**0,5%**). La répartition des incendies par Etat fédéré révèle que **le Roraima, dans le biome amazonien, comptabilise le plus grand nombre de foyers d'incendies (4 609)** -en augmentation de 281% par rapport à 2023-. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Energie

40 projets d'hydrogène vert au Brésil sollicitent une certification volontaire, dans une optique d'export

Alors que **le gouvernement brésilien** a rejoint en novembre 2023 la Coalition pour la certification mondiale de l'hydrogène et **travaille au développement d'une telle certification au niveau national**, dans le cadre du Plan d'action du Programme National de l'Hydrogène (PNH2), **des initiatives non-gouvernementales se développent**. C'est notamment le cas de la **Chambre de Commercialisation de l'Energie Electrique (CCEE)**, structure privée brésilienne qui analyse, certifie et finance des projets dans le secteur de l'énergie. **La CCEE a lancé en décembre 2022 une certification volontaire des projets-pilotes d'hydrogène vert au Brésil**, visant à attester de la part des **sources renouvelables** dans la production et à assurer la conformité de celle-ci avec les **exigences de certains marchés à l'export**, notamment l'Union européenne. Après avoir émis en novembre 2023 **deux premières**

certifications auprès des entreprises EDP (usine d'Itumbiara, dans l'Etat du Goiás) et **Furnas** (complexe thermoélectrique de Pecém, dans l'Etat du Ceará), **la CCEE étudie actuellement la certification de plus de 40 projets de production d'hydrogène vert**, en majorité situés à proximité du port de Pecém (Etat du Ceará). En parallèle, **la CCEE travaille à l'élaboration d'une deuxième version du système de certification**, en partenariat avec la Banque mondiale et en lien avec 50 entreprises du secteur de l'énergie. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Pour la production d'hydrogène vert, 36 protocoles d'accord et 6 précontrats ont été signés entre l'Etat du Ceará et des entreprises

En raison de son **potentiel de production d'énergie renouvelable** (notamment éolienne et solaire) et de la **localisation stratégique du complexe industriel et portuaire de Pecém (CIPP)** dans une perspective d'export (notamment vers l'Union européenne), l'Etat du Ceará est particulièrement dynamique en matière d'hydrogène vert. Ainsi, **l'Etat comptabilise, à date, 36 protocoles d'accord avec des entreprises du secteur de l'énergie souhaitant développer des sites industriels** de production d'hydrogène vert (H2V) et d'ammoniac (i.e. H2V transformé en ammoniac, en vue de son exportation) au sein du CIPP.

Représentant une étape supplémentaire par rapport aux protocoles d'accord, **des précontrats ont, à date, été signés entre l'Etat du Ceará et 6 entreprises** : Fortescue, AES Brasil, Casa dos Ventos, Cactus Energia Verde, une entreprise confidentielle et Voltalia. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Environnement & Climat

L'Etat du Rio Grande do Sul fait face à des précipitations et inondations sans précédent

Depuis le 29 avril, **l'Etat du Rio Grande do Sul -situé à l'extrême Sud du Brésil- subit des précipitations exceptionnelles, responsables de drames humains, de dommages matériels et sur les infrastructures, d'impacts sur l'économie et de déplacements de populations de très grande ampleur.** Par exemple, **le lac Guaíba -situé dans la capitale de l'Etat, Porto Alegre- a atteint un niveau historique de montée des eaux, le 5 mai, mesuré à 5,35 mètres.** Le 29 avril, le niveau atteignait simplement 1,31 mètre (soit une hausse de plus de 4 mètres en quelques jours). Le précédent record historique, enregistré en 1941, était de 4,76 mètres. **La hausse du niveau des cours et étendues d'eau est à l'origine d'inondations et de glissements de terrain sans précédent dans l'ensemble de l'Etat.** De plus, l'infiltration d'une grande quantité d'eau dans les sols a généré des **tremblements de terre** dans la ville de Caxias do Sul.

Si elles résultent en partie des spécificités climatiques de la région (rencontre de masses d'air froides et chaudes, ces dernières étant accentuées de façon cyclique par le phénomène climatique naturel El Niño), **ces précipitations extrêmes sont directement liées au changement climatique.** D'après le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), le Brésil est l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, liées pour 85% à un excès ou un manque d'eau. **Alors qu'une augmentation des précipitations moyennes et extrêmes y a été**

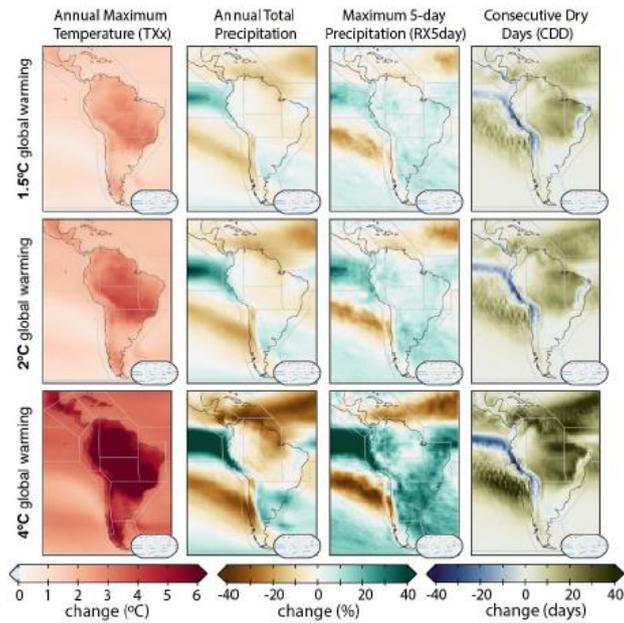
observée depuis les années 1960, le Sud du Brésil est la région la plus exposée et la plus vulnérable aux événements climatiques extrêmes liés aux précipitations. Selon le GIEC, un réchauffement global de 2°C et plus, exposerait la région à une **augmentation de l'intensité et de la fréquence de ces événements.**

A date (16 mai 2024), **plus de 90% des municipalités de l'Etat du Rio Grande do Sul sont impactées** (458 sur 497

municipalités, dont 320 en état d'urgence) **et 2,2 millions de personnes sont affectées** (sur les 10,8 millions d'habitants de l'Etat). **Le bilan, encore provisoire, fait état de 151 personnes décédées, 104 disparues, plus de 800 blessés et 615 000 déplacés** -dont près de 80 000 se trouvent actuellement dans des centres d'urgence-. Ces conséquences humaines dramatiques s'accompagnent de **répercussions matérielles et économiques majeures.** Alors que le Rio Grande do Sul est un grand producteur agricole et le 4^{ème} Etat du Brésil en termes de PIB (600 Mds BRL en 2022), **certaines estimations considèrent que ces événements pourraient imposer un recul de 0,2% à 0,4% à la croissance du PIB brésilien en 2024.** Le bilan pourrait encore s'aggraver, alors que l'Institut National de Météorologie (Inmet) prévoit de nouvelles précipitations.

En réponse, l'Union fédérale a annoncé des mesures dont l'impact financier est estimé à plus de 60 Mds BRL -soit plus de 10 Mds EUR- (dont un paquet de mesures de l'ordre de 50,9 Mds BRL et un crédit extraordinaire de 12,2 Mds BRL -soit 2,3 Mds EUR-, pour des actions d'urgence). La **Banque Nationale de Développement Economique et Social** a également annoncé plusieurs mesures, dont l'impact est estimé à **12,6 Mds BRL (2,3 Mds EUR).** De plus, **de nombreux bailleurs de fonds internationaux appuient le Rio Grande do Sul, dont :** la **Banque interaméricaine de développement** (mise à disposition de 1 Md USD -soit 5,5 Mds BRL- pour la reconstruction des infrastructures, dans le cadre d'opérations avec des banques et autorités régionales) ; la **Banque mondiale** (assistance technique dans l'évaluation des dommages et réallocation de ressources déjà octroyées, de l'ordre de 125 M USD -soit 625 M BRL-) ; la **Corporation andine de développement** (allocation ou réallocation de ressources déjà octroyées, de l'ordre de 746 M USD -soit 3,8 Mds BRL-) ; et la **Nouvelle banque de développement** (réallocation de ressources déjà octroyées à des banques régionales et mise à disposition de nouvelles ressources, pour un montant de 1,1 Md USD -soit 5,7 Mds BRL-).

Enfin, **une importante solidarité nationale s'organise autour de la société civile et des entreprises.** Par exemple, **plusieurs groupes français ont engagé des actions** de solidarité, parmi lesquels (à la connaissance de ce poste) : **Carrefour** (don de 500 tonnes de produits alimentaires), **Veolia** (fourniture de 3 unités de potabilisation de l'eau pouvant alimenter 11 500 personnes / jour), **Lactalis** (distribution de 2 millions de litres d'eau), **L'Oréal** (don de 390 000 produits d'hygiène personnelle), et **CNP Assurances** (report d'échéances de paiement et dons à des ONG). (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))



Le SFB et la BNDES s'allient pour développer les concessions forestières

Le **Service Forestier Brésilien (SFB)** et la **Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES)** ont signé le 3 mai un **accord de coopération technique visant à structurer des projets de concession forestière au Brésil**. Introduite en 2007 et couvrant **actuellement 1,6 M hectares (ha)**, la mobilisation du secteur privé, via des mises en concession de forêts, permet la **protection de la végétation** et la **récupération de zones dégradées**, en parallèle du développement d'**activités de recherche et économiques** (e.g. bois, fruits, etc.) et de la **générations de crédits carbone** (depuis une mesure adoptée par le Congrès en mai 2023).

La coopération technique entre le SFB et la BNDES permettra le partage d'expérience et la **définition de bonnes pratiques dans la structuration des projets** de concession forestière, notamment en termes de **faisabilité technique et juridique** et de **modèle économique**. Cette coopération a vocation à se déployer à un **double niveau, i.e. sur les actifs forestiers relevant de l'Union fédérale et sur ceux relevant des Etats fédérés**. (i) Au niveau fédéral, un travail de structuration de projets est actuellement mené conjointement sur plusieurs actifs, totalisant 9 M ha. **Sur l'année 2024**, le SFB et la BNDES prévoient la **mise en concession de 4 forêts fédérales, dans le biome amazonien** : Bom Futuro (Etat du Rondônia) -qui concentre 17 000 ha de zones déboisées-, Gleba João Bento (Rondônia et Amazonas) -qui concentre 56 000 ha de zones déboisées-, Iquiri (Amazonas) et Jatuarana (Amazonas). (ii) Au niveau étatique, l'objectif est de **soutenir les Etats fédérés dans la structuration de projets de concession forestière**. Dans ce cadre, la BNDES prévoit une enveloppe de 3,5 M BRL -630 K EUR- (qu'elle souhaite, à terme, voir atteindre 30 M BRL -5,4 M EUR-) et a signé un **partenariat avec l'Etat d'Amapá**, qu'elle souhaite **reproduire avec les Etats de l'Amazonas et du Pará**.

Ces activités seront soutenues financièrement par la subvention de 800 K USD (environ 4 M BRL) octroyée le 3 mai par la Banque interaméricaine de développement (BID) -à travers le Fonds Vert pour le Climat (FVC)- à la BNDES, pour la structuration de projets de reforestation et de gestion durable des forêts publiques en Amazonie. Cette subvention s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre la BID et la BNDES sur ce thème, et **fait suite à une première subvention de 1 M USD (environ 5 M BRL) octroyée en janvier 2024**. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Infrastructures & Transports

A l'approche des élections municipales, Radar PPP dresse un premier bilan des concessions et PPP dans les municipalités

Le **cabinet de conseil Radar PPP**, spécialisé dans le suivi des concessions et partenariats public-privés (PPP), a publié le 4 avril son rapport trimestriel, portant sur les mois de janvier à mars 2024. A l'approche des élections municipales, qui auront lieu en octobre 2024, **le rapport souligne que l'année 2024 devrait logiquement être sensiblement marquée par la conclusion de projets en cours**, plutôt que le lancement de nouvelles initiatives par les municipalités, **et dresse un premier bilan -provisoire- des projets de concession et de PPP dans les 27 capitales des Etats fédérés**.

Capital	 Surgimento de novas Iniciativas	Capital	 Consulta Pública publicada	Capital	 Licitação publicada	Capital	 Contrato iniciado
Recife	23	São Paulo	20	Rio de Janeiro	12	São Paulo	12
Rio de Janeiro	21	Recife	9	São Paulo	10	Belo Horizonte	7
São Paulo	21	Porto Alegre	7	Belo Horizonte	10	Rio de Janeiro	6
Porto Alegre	14	Rio de Janeiro	5	Recife	3	Porto Alegre	4
Belo Horizonte	10	Fortaleza	5	Fortaleza	3	Manaus	3

Ainsi, **158 initiatives ont été lancées et 41 contrats ont été signés entre janvier 2021 et mars 2024** (contre 26 entre janvier 2017 et décembre 2020). En particulier, **Radar PPP distingue les 5 municipalités les plus actives en termes de nouvelles initiatives** de concessions et PPP :

1. **São Paulo comptabilise 21 nouvelles initiatives, 20 consultations publiques, 10 appels d'offres et 12 contrats signés** entre janvier 2021 et mars 2024. Pour les prochains mois, Radar PPP souligne l'impact potentiel de la phase 2 du projet relatif aux centres unifiés d'éducation (CEU), qui fait actuellement l'objet d'un appel d'offres et qui prévoit des investissements de 600 M BRL (108 M EUR).
2. **Rio de Janeiro comptabilise 21 nouvelles initiatives, 5 consultations publiques, 12 appels d'offres et 6 contrats signés.** En termes de consultations publiques à venir, Radar PPP recommande le suivi du projet de PPP pour la rénovation, la reconstruction, l'exploitation et la maintenance de 212 unités éducatives dans la municipalité.
3. **Belo Horizonte comptabilise 10 nouvelles initiatives, 10 appels d'offres et 7 contrats signés.** Radar PPP souligne plusieurs initiatives à suivre, telles que l'appel d'offres pour le parc municipal de Mangabeiras ou le projet de mise en concession des services de nettoyage urbain.
4. **Porto Alegre comptabilise 14 nouvelles initiatives, 7 consultations publiques et 4 contrats signés.** Si Radar PPP souligne de nombreuses initiatives d'intérêt en matière d'eau et d'assainissement (dont déchets solides), d'éducation et de santé, leur poursuite devrait être largement impactée par les inondations historiques auxquelles l'Etat fait face, et qui donneront la priorité à la reconstruction des infrastructures de base dans les prochains mois (cf. supra).
5. **Recife comptabilise 23 nouvelles initiatives, 9 consultations publiques et 3 appels d'offres.** Radar PPP souligne que si les projets atteignent la phase de signature du contrat, Recife disposera d'un des portefeuilles de concessions et PPP les plus diversifiés des municipalités brésiliennes (éducation, santé, déchets solides, parcs urbains, logement, infrastructures sportives, etc.). (Articles [ici](#) et [ici](#))

Le ministère des Villes sélectionne 18,3 Mds BRL de nouveaux projets dans le cadre du Novo PAC

Dans le cadre du Novo PAC (Nouveau Programme d'Accélération de la Croissance), grand programme d'investissement dans les infrastructures initié en août 2023 et prévoyant des investissements totaux de 1,7 T BRL (310 Mds EUR), dont 1,4 T BRL (255 M EUR) d'ici 2026, **le ministère des Villes a annoncé le 8 mai la sélection de nouveaux projets portés par des Etats ou des municipalités** (*Novo PAC Seleções*). Représentant des investissements totaux de **18,3 Mds BRL (3,3 Mds EUR)**, ils s'articulent autour de 5 axes :

1. **10,5 Mds BRL d'investissement (57% du montant total des projets annoncés) cibleraient le renouvellement des flottes de véhicules et**

permettraient l'acquisition de bus (5 311, dont 2 529 électriques) et de trains (39) dans 98 municipalités. Concernant les bus électriques, et au-delà des enjeux de décarbonation, l'enjeu est a priori de permettre aux municipalités d'acquérir elles-mêmes les véhicules (i.e. en avoir la propriété), et de les mettre à disposition/louer -selon plusieurs modalités contractuelles possibles- aux opérateurs privés.

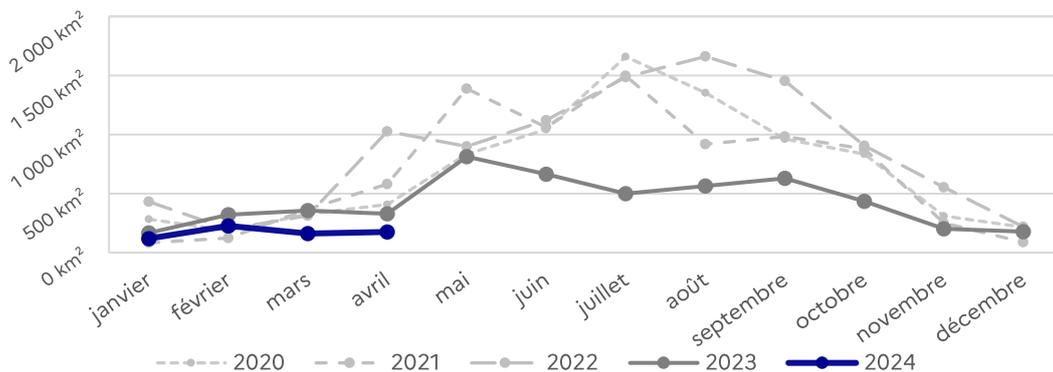
2. **En matière d'urbanisation des communautés et zones périphériques, des investissements de 5,3 Mds BRL (29%) permettront de travailler, dans 48 municipalités, sur plusieurs axes :** amélioration des logements, drainage pour réduire les risques de catastrophes naturelles, récupération environnementale, régularisation foncière et mise en place d'installations de santé, d'éducation, de sport, de loisir et de culture.
3. **Pour la prévention des catastrophes naturelles dans les zones à risque de glissement de terrain, un montant de 1,7 Mds BRL (10%) sera alloué aux travaux de 91 municipalités.** Une priorité a été donnée aux municipalités de l'Etat du Rio Grande do Sul, en raison des inondations sans précédent auxquelles l'Etat fait face (cf. supra).
4. **Pour l'approvisionnement en eau des zones rurales, des investissements de 400 M BRL (2%) sont prévus dans 247 municipalités.** Les municipalités présentant les taux d'approvisionnement en eau les plus faibles ont été priorisés dans la sélection des projets.
5. **En matière de régularisation foncière, 313 M BRL (2%) seront investis dans 197 municipalités pour améliorer la régularisation de logements situés en zones périphériques** et améliorer la sécurité juridique de leurs habitants, en particulier à faibles revenus.

Pour la suite, le ministère des Villes vise la sélection de nouveaux projets, dans le cadre du Novo PAC, pour un montant de 34 Mds BRL (6,1 Mds EUR) et autour de 5 nouveaux axes : la collecte et le traitement des eaux usées, l'approvisionnement en eau potable, le drainage urbain, les déchets solides et la mobilité urbaine. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie légale

Biomes de l'Amazônia (100%), du Pantanal (40%) et du Cerrado (37%)



2024

Période du 1^{er} janvier
au 10 mai

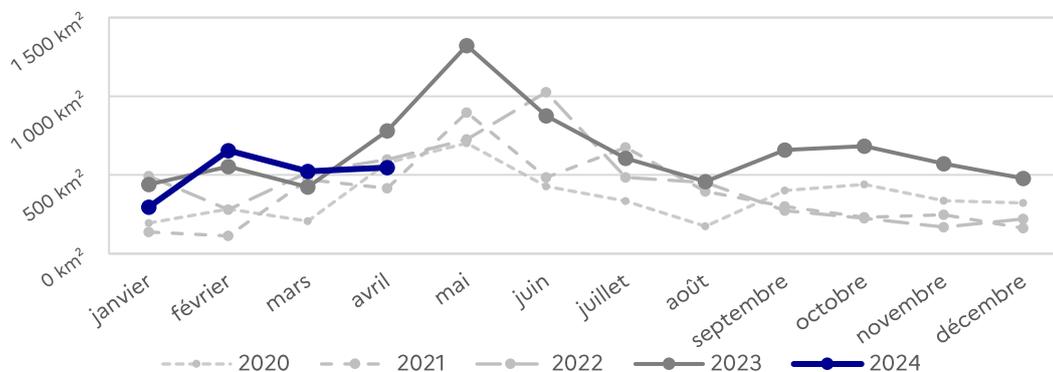
903 km²

-39% Par rapport à 2023

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Cerrado

Biome du Cerrado (100%)



2024

Période du 1^{er} janvier
au 10 mai

2 393 km²

-11% Par rapport à 2023

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX, Chef du Service économique régional de Brasília
Rédaction : Mathieu RIVALLAIN, Clémence PIERRE, Thibault CIESLAK, François-Xavier FLAMAND

Abonnez-vous : clemence.pierre@dgtresor.gouv.fr